

## **SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU GABON A FIN MARS 2009 ET PERSPECTIVES A COURT TERME (Mise à jour du 15 juin 2009)**

Les perspectives économiques du Gabon seraient marquées par une croissance économique quasi nulle, une forte contraction de l'excédent budgétaire et une détérioration du compte courant, ce malgré une légère détente des pressions inflationnistes. Reflétant ces tendances, la masse monétaire connaîtrait une hausse timorée.

### **I - Secteur réel**

Au cours du premier trimestre 2009, les indicateurs sont en baisse dans tous les secteurs d'exportation (pétrole, manganèse, bois et caoutchouc) et dans les branches connexes telles que les transports. En revanche, l'activité s'est accrue dans le secteur secondaire malgré les faibles performances du ciment et du BTP, ainsi que dans le secteur tertiaire grâce notamment au dynamisme de la téléphonie mobile et des autres services.

Ainsi, au niveau du secteur primaire, la production de pétrole a fléchi de 1,3 % pour s'établir à 2,8 millions de tonnes, en raison des mauvais résultats obtenus par les sociétés Marathon (-34,1 %), Vaalco (-5,4 %) et Total Gabon (-5,0 %), consécutifs au dysfonctionnement des installations de production et à l'indisponibilité des appareils de forage. Pour sa part, la production de manganèse a chuté de 59,5 % pour se situer à 343 089 tonnes, en liaison avec l'atonie du marché sidérurgique mondial. Enfin, la morosité des marchés chinois et européen des bois tropicaux continue de peser sur les exportations de grumes qui se sont contractées de 29,0 % au cours de la période sous revue, pour un volume total de 359 892 m<sup>3</sup>.

Concernant le secteur secondaire, l'activité s'est caractérisée par un recul dans le raffinage, la production du caoutchouc, l'industrie du bois et le bâtiment et travaux publics, alors que les autres branches ont conforté leurs performances enregistrées l'année précédente.

En effet, l'activité de raffinage a été très perturbée au cours du premier trimestre, en raison d'un arrêt technique programmé de 15 jours, qui a été suivi d'un mouvement de grève des employés (du 23 mars au 06 avril), ce qui a induit une baisse de 37,4 % du volume de brut traité. La société a dû importer certains produits raffinés pour satisfaire la demande domestique.

S'agissant de la branche caoutchouc, les indicateurs se sont dégradés au premier trimestre, avec un plongeon de 48,3 %, à 3 004 tonnes, des exportations de caoutchouc usiné, durement frappées par la baisse de la demande mondiale des constructeurs de pneumatiques.

En ce qui concerne le BTP, la production vendue a diminué de 13,3 % à fin mars 2009, pour un montant consolidé de 28,2 milliards de francs CFA, du fait de la mauvaise tenue du segment bâtiment et génie-civil, en proie à des difficultés de financement des marchés en cours.

De même, l'activité des industries du bois s'est inscrite en retrait, comme au premier trimestre de l'année précédente, le volume de contreplaqués, de sciages et de placages exportés au cours de la période ayant régressé de 19,8 %, à 112 318 m<sup>3</sup>.

En revanche, les indicateurs sont bien orientés dans l'énergie avec une légère hausse de la production hydroélectrique (+1 %), dans les industries chimiques grâce à la

croissance de l'activité dans les peintures (+12,5 %) et les lubrifiants (+25,6 %), ainsi que dans l'agro-industrie suite aux bons résultats enregistrés par les brasseries, l'industrie meunière et avicole, le sucre et les tabacs.

Enfin, s'agissant du secteur tertiaire, le transport ferroviaire, l'hôtellerie ainsi que le commerce des véhicules et des produits pétroliers ont pâti de la mauvaise conjoncture qui prévaut dans les mines et l'exploitation forestière, pendant que les télécommunications, le commerce général et les autres services réalisent de bonnes performances.

En particulier, le trafic ferroviaire accuse une baisse au niveau du volume des marchandises (- 55,9 %) et du nombre de passagers (-7,6 %) transportés par rail, tandis que le volume de produits pétroliers vendus a fléchi sous l'effet de la contraction de la demande des industriels notamment. Parallèlement, les ventes de voitures ont régressé de 5,7 %, en raison essentiellement d'une réduction des commandes dans les secteurs forestier et minier ainsi que dans l'Administration.

Ces évolutions négatives sont compensées principalement par l'embellie observée au niveau de la téléphonie mobile, caractérisée par une augmentation du nombre d'abonnés de 9,1 %, à 1 229 641 clients, et une hausse du chiffre d'affaires de 16,2 %, à 70,2 milliards au premier trimestre 2009. De même, l'activité du commerce général s'est consolidée (+7,6 %) grâce au dynamisme de la demande sur le marché local, tandis que les indicateurs du transport aérien se sont globalement bien comportés sur la même période.

Les résultats économiques ci-dessus présentées s'inscrivent dans un contexte marqué par une décélération de l'inflation. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation n'a augmenté que de 4,9 % en mars 2009, en moyenne annuelle, contre 5,6 % à la même période de l'année précédente.

## **II - Finances publiques.**

Au premier trimestre 2009, la gestion des finances publiques s'est soldée par une contraction des soldes budgétaires comparativement à la même période de l'année 2008.

En effet, les recettes totales de l'Etat se sont élevées à 349,6 milliards à fin mars 2009, contre 506,3 milliards un an plus tôt. Cette baisse, de l'ordre de 31,0 %, est essentiellement due à la chute des revenus pétroliers, plombés par la faiblesse des cours sur le marché international et des exportations en net recul. En revanche, les recettes hors pétrole se sont accrues de 5,1 %, à 166,5 milliards, grâce à la bonne tenue des impôts directs et, dans une moindre mesure, des taxes indirectes.

L'exécution des dépenses s'est caractérisée par une baisse substantielle de celles-ci, de 281,6 milliards à fin mars 2008 à 216,3 milliards douze mois plus tard, soit un repli de 23,2 %. Les dépenses courantes se sont contractées (-21,9 %, à 173,4 milliards), en liaison avec le faible niveau d'exécution des transferts et subventions, tout comme les dépenses en capital qui ressortent en net repli (-27,9 % à 25,9 milliards) par rapport à la même période de l'année 2008, en raison de la mise en place tardive du budget dédié.

Au total, l'exécution du budget à fin mars 2009 s'est soldée par un excédent, base ordonnancements de 133,3 milliards, en forte détérioration comparé à celui atteint à fin mars 2008 (soit +224,7 milliards).

### **III - Echanges extérieur**

Les échanges extérieurs du Gabon se sont soldés au premier trimestre 2009 par un excédent commercial de 112,9 milliards, en chute de 84,0 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution découle d'un effondrement des exportations (-59,6 % à 382,3 milliards) contrebalancé par une croissance des importations (+12,1 % à 269,3 milliards).

Le pétrole, qui représente près de 80 % de la valeur totale des exportations, avec un prix du baril et un volume des ventes en net recul, a imposé sa tendance baissière à l'ensemble des exportations, à l'instar de celles du manganèse qui se sont effondrées de 89 % du fait d'une chute concomitante des prix et des volumes.

Les importations se sont élevées à 269,3 milliards, soit une hausse de 12,1 % par rapport à celles de 2008 à la même période. Cette évolution découle des accroissements enregistrés par tous les groupes de produits importés, à l'exception des «Produits alimentaires hors boissons» et des «Véhicules» qui affichent des baisses respectives de 5,5 % et de 17,4 %.

### **IV - Perspectives à court terme**

Selon le cadre macroéconomique révisé, la croissance économique devrait s'estomper par rapport au niveau anticipé précédemment. Malgré une production de pétrole plus forte que prévue, cette situation serait due aux faibles performances des autres secteurs d'exportation et aux effets collatéraux qui en résultent principalement sur les transports. Parallèlement, les contraintes financières de l'Etat, qui se traduiraient par un ajustement des dépenses publiques non salariales, impacteraient négativement la production du BTP. Dans ce contexte, le PIB en francs courants dévisserait de 23,5 % pour s'établir à 4 948,6 milliards de francs CFA, dont une proportion de 37,3 % pour le secteur pétrolier ; le taux de croissance réelle s'élèverait à 0,1 %<sup>1</sup> contre 1,9 % en 2008, entraînant une baisse du revenu réel par habitant de 1,8 %.

Les tensions inflationnistes seraient relativement maîtrisées avec une hausse prévue de l'indice harmonisé des prix à la consommation de 3,0 %, en moyenne annuelle, contre 5,3 % l'année précédente.

Au niveau de la demande intérieure, la contraction des investissements privés due à la morosité de la conjoncture économique et le gel de certains projets de l'Etat, en raison des tensions budgétaires résultant de la hausse de la masse salariale, se traduiraient par une contribution négative de la demande intérieure à la croissance (-2,8 % au lieu de +2,2 % dans les prévisions initiales), et ce nonobstant la bonne tenue de la consommation globale. Pour sa part, la demande extérieure participerait favorablement à la croissance à hauteur de 2,9 points, contre 0,5 % projeté initialement, du fait d'une baisse plus prononcée des importations de biens et services.

Du côté de l'offre, outre les perspectives optimistes de l'industrie pétrolière, la croissance serait soutenue par les performances des industries manufacturières et de l'énergie, la consolidation des indicateurs de la téléphonie mobile et des autres services, ainsi que par le raffermissement de la branche commerce. En revanche, l'exploitation forestière et le manganèse subiraient les contrecoups de la baisse de la demande mondiale, tout comme les industries de transformation du bois, tandis que les transports et le commerce des produits pétroliers pâtiraient de la morosité de l'activité dans le secteur primaire.